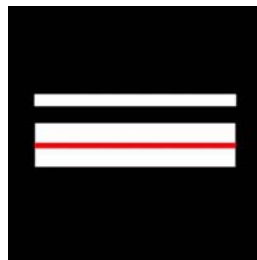




Concours interne de major de sapeurs-pompiers professionnels Annales 2007



RÉSUMÉ DE TEXTE

(Durée 4 heures - coefficient 3)

Sujet et corrigé



DIRECTION DE LA DÉFENSE ET DE LA SÉCURITÉ CIVILES

CONCOURS INTERNE DE MAJOR DE SAPEURS-POMPIERS PROFESSIONNELS

*Jeudi 20 décembre 2007
de 08 h30 à 12 h 30*

PREMIERE EPREUVE ECRITE D'ADMISSIBILITE

Résumé de texte

(durée 4 heures - coefficient 3)

Règles à respecter et recommandations

On comptera comme mot toute lettre ou groupe de lettres possédant par elle(s) même(s) une signification dans la langue française. Par exemple :

C'est-à-dire 4 mots
L' 1 mot
Aujourd'hui 1 mot

La reprise sur la copie du titre n'entre pas dans le décompte des mots.

Il sera tenu compte dans la notation, de la présentation générale, de la rigueur apportée à la syntaxe, à l'orthographe, mais aussi de la précision de l'expression et de la clarté de la composition.

N.B. – Ce document comporte 5 pages (dont la page de garde, la page permettant de respecter l'anonymat du candidat et la page contenant le travail demandé). Le barème figure à la dernière page de ce document.

Les effets de la croissance sur l'environnement

Le souci d'un développement en harmonie avec la nature trouve des origines lointaines, et la crainte d'un épuisement des ressources non-renouvelables date au moins du XIX^{ème} siècle, comme d'ailleurs celle d'un réchauffement de la planète (l'effet de serre est identifié par Arrhenius en 1895). L'attention contemporaine au développement durable s'alimente à l'analyse critique de la croissance des Trente Glorieuses. Cette analyse s'épanouit, dès les années 60, en réponse aux limites de plus en plus visibles d'un modèle de développement qui postule que la croissance est uniquement bienfaisante et qui néglige nombre de ses coûts. La critique dénonce, en particulier, les effets négatifs induits par la croissance sur l'environnement.

L'augmentation des pollutions touche l'eau, par le rejet d'effluents toxiques et de métaux lourds ; la terre, par l'utilisation d'engrais et de pesticides chimiques, et du fait de l'accumulation de déchets non traités ; l'air, par le rejet des émissions polluantes autres que le CO². Eau, terre, air : tous les milieux sont affectés par le développement et deviennent des menaces pour la santé et la qualité de vie, voire pour la production elle-même.

L'épuisement des ressources fossiles non-renouvelables est vu comme devant imposer un changement de régime de croissance, voire, pour certains, son arrêt pur et simple. En outre, la pérennité d'un certain nombre de ressources renouvelables qui paraissent inépuisables est également menacée (ressources halieutiques, océaniques, flore et faune des grandes forêts équatoriales). A cette menace fait écho la remise en cause de certains grands projets d'aménagement détruisant irrémédiablement certains milieux (grands barrages, autoroutes, etc...).

Les impacts des modes de développement sur le climat ont été analysés d'abord par l'étude des rejets de chloro-fluoro-carbone (CFC, couche d'ozone), puis de la consommation d'énergies fossiles (effet de serre). Dès lors, quand bien même les réserves d'énergies fossiles seraient infinies, leur utilisation devrait être limitée pour éviter les conséquences de l'effet de serre additionnel causé par la production de CO².

Des accidents industriels de grande ampleur soulignent les coûts pour l'environnement et les risques pour l'homme (Bhopal, Tchernobyl, Seveso, marées noires, etc.).

Au total on prend conscience que la relation de l'homme avec la nature est souvent de l'ordre de la domination et de la consommation irraisonnées (les statistiques des comptabilités nationales ne mesurent pas les coûts de la pollution ou de l'épuisement des stocks de ressources naturelles à dire vrai, elles comptent même comme des productions les activités de dépollution !) ; et qu'elle doit évoluer vers une utilisation calculée, mesurée et prudente. On progresserait ainsi vers une meilleure insertion de l'homme dans un milieu qu'il influence sans en maîtriser entièrement la dynamique.

A côté de la prise de conscience des effets pervers de la croissance sur l'environnement, l'échec des stratégies de développement économique d'un grand nombre de pays du « tiers monde », pour reprendre l'appellation de l'époque, conduit à la remise en cause des modèles économiques et technologiques proposés à ces pays :

- après une période de rattrapage, l'accroissement des différences de revenu entre des pays riches qui s'enrichissent et des pays pauvres dont certains continuent de s'appauvrir remet en cause l'idée d'une convergence naturelle et inévitable ;
- les variations rapides de la démographie liées à l'exposition au modèle occidental (explosion démographique, puis parfois effondrement des naissances et vieillissement) ont des effets brutaux et non maîtrisés ;
- nombre des actions de développement détruisent les communautés et leurs cultures, gaspillent les ressources collectives, dégradent l'environnement et entraînent une détérioration des conditions de vie, spécialement pour les plus pauvres.

L'analyse critique n'épargne aucun des modèles de développement : celui de la croissance autarcique et centrée sur l'industrie lourde, de type soviétique, dominant dans les années 60-70, est discrédité. Le modèle de substitution aux importations et de protection des activités industrielles naissantes a fini par entretenir des activités peu productives. Le modèle libéral de développement par l'insertion dans les échanges internationaux, qui lui a succédé, est souvent mis aux feux de la critique. Il est accusé de créer des chocs économiques ou sociaux trop violents, qu'entretiennent ou suscitent des marchés internationaux volatils, et d'empêcher l'enracinement d'une croissance durable qui se fonderait sur l'appropriation et l'adaptation locales des technologies comme des organisations économiques et sociales.

Partout apparaît la nécessité de prendre en compte les différences entre les économies, les sociétés et les cultures des pays « importateurs » et de leurs « modèles », et de relativiser les « supériorités » du modèle occidental.

La remise en question des modèles classiques de développement tente de replacer l'homme au centre de toute politique, en lieu et place d'une entité statistique définie par un ratio PIB/habitant. Le développement est désormais revendiqué comme une articulation du global et du local, dont la réussite dépend, entre autres conditions, de l'appui sur les dynamiques culturelles et sur les organisations économiques et sociales locales.

Cette remise en question des modèles de développement – planifié ou libéral – s'accompagne de celle des formes du développement technologique et, au-delà, des formes prises par le savoir scientifique à l'époque contemporaine. En soi, ce questionnement n'est pas nouveau, mais il apparaît avec une acuité nouvelle sur fond de la désaffection des jeunes envers les études scientifiques, phénomène observé aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis. Il prend, dans la société, la forme d'un doute sur les vertus de la science et de la technologie. Sans que soient remis en cause les succès avérés, sources de grands mythes fondateurs (Pasteur, la conquête de la Lune), la science n'est plus systématiquement synonyme de progrès. Elle se trouve souvent en position d'accusée, associée à la destruction (la bombe), au risque (les OGM, le sang contaminé), à l'incertitude (incapacité à prévoir, à comprendre et encore moins à maîtriser le développement d'un phénomène : Sida, ESB). Et la société s'interroge sur les risques auxquels les technologies les plus prometteuses aujourd'hui – comme les thérapies géniques ou, dans un autre domaine, les nanotechnologies – pourraient nous exposer demain.

Paradoxalement, la société n'en rabat pas pour autant sur ses attentes envers la science. La solution de ce paradoxe est probablement dans une image de toute puissance qui nourrit toutes les ambivalences à son égard. Plus prompt à critiquer les « progrès » apportés par la science, la société l'est également à réclamer d'elle la solution de problèmes particuliers dès leur apparition, comme on a pu le voir récemment avec l'exigence de test, de traitement ou de vaccin pour la nouvelle épidémie de pneumopathie atypique SRAS.

Plus profondément, la capacité de solution de la science est inscrite dans la représentation du fonctionnement normal de la société. Et son rôle est renforcé par le développement de nouveaux principes juridiques internationaux, régionaux et nationaux – responsabilité étendue du producteur, principe pollueur-payeur, principe de précaution – qui rend progressivement l'Etat et les acteurs économiques plus sensibles au mouvement même de constitution et de validation des connaissances scientifiques.

Plus conscients des limites de la science, car nous savons qu'il n'y a pas de rapport continu, et encore moins linéaire, entre la connaissance (scientifique) et la décision (politique), nous n'attendons pas moins d'elle des aides à la décision qui confèrent une place centrale aux connaissances scientifiques.

Rapport du groupe de travail sur la recherche au service du développement durable
Ministère de l'Ecologie et du Développement durable
La Documentation française, 2005

Résumé – Questions

Présentation, Orthographe (2 points)

Résumé : (9 points)

Veillez résumer le texte joint en 250 mots. Une marge de 10 % en plus ou en moins sera accordée. Vous indiquerez le total des mots à la fin du résumé.

Questions : (9 points)

- 1) Vous expliquerez le sens du terme « paradoxe », employé dans le premier paragraphe de la page 3, en vous appuyant sur l'exemple du texte. (3 points)

- 2) « La relation de l'homme avec la nature est souvent de l'ordre de la domination et de la consommation irraisonnées ». Vous commenterez cette phrase en illustrant votre propos par des exemples de votre choix. (3 points)

- 3) Vous préciserez l'aide que la science peut apporter pour résoudre les problèmes liés à l'environnement. (3 points)

Proposition de résumé (271 mots)

Dès le dix-neuvième siècle on s'est montré soucieux d'un développement en harmonie avec la nature. Aujourd'hui, la préoccupation pour le développement durable s'exprime en réaction aux limites d'un modèle économique qui ignore les effets négatifs de la croissance sur l'environnement : dégradation de l'eau, la terre, l'air ; épuisement des ressources naturelles ; impacts climatiques ; accidents industriels.

On découvre ainsi que l'homme doit substituer à un comportement irraisonné envers la nature une utilisation contrôlée de celle-ci.

En outre, les revers économiques subis par de nombreux pays du « tiers-monde » provoquent la remise en question des modèles qui leur sont offerts : écarts de revenu croissants avec les pays riches ; variations démographiques aux effets incontrôlés ; actions de développement dévastatrices.

La critique porte également sur les modèles classiques de développement : croissance autarcique des années 60-70 ; protection des activités industrielles naissantes ; modèle libéral.

Il convient donc de prendre en considération les différences entre les pays, sans mythifier le modèle occidental, ce qui conduit à privilégier l'homme, et à concevoir le développement comme articulation du global et du local.

Les formes du développement technologique et du savoir scientifique sont aussi remises en question. La science, sans que ses avancées soient niées, est souvent incriminée car liée à la destruction, le risque, l'incertitude ; et les technologies prometteuses nous font envisager de nouveaux risques.

Néanmoins, nos attentes envers la science persistent, et nous la sollicitons largement. Reconnue apte à proposer des solutions, elle est étayée par de nouveaux principes juridiques qui sensibilisent davantage les acteurs économiques à l'état des connaissances scientifiques. Nous attendons donc d'elle des aides à la décision.